N
L888N

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN 2 JUILLET 1889. 82me Année

Gustave de Pontet, Propriétaire-Rédacteur.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI, 2 JUILLET 1889.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00

On n'abonne aussi, à la campagne, avec les portages.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an.....$2 00

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$2 00
Six mois.....1 00
Quatre mois.....75
Trois mois.....75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui paraissent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 7e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par E. Conrotte—Au coin nord-est des rues Franklin et Clio. Le contenu d'une manufacture à vapeur de châssis, persiennes, jalousies, portes mastériaux, machines à vapeur, bouilloires, arbre de couche, poulies, comptes-ouverts et à recevoir, etc.

La chasse aux emplois, à Washing on.

L'homme d'Etat éminent, le patriote, qui, dans un moment d'oubli, par condescendance pour les égards d'un grand parti, a laissé tomber de ses lèvres ces tristes paroles : "Aux vainqueurs les dépouilles!" a rendu, ce jour-là, un bien mauvais service à son pays. En élevant la rotation des emplois presqu'à la dignité d'institution, il a ouvert la porte à beaucoup d'excès et ipoculé à l'Union le virus du politicianisme, qui, depuis lors, a fait de si terribles ravages. La course aux places et, la vénalité des consciences sont-elles donc inhérentes aux gouvernements libres? Nous ne le croyons pas. Ce qu'il y a d'éternellement vrai, parce que cela est profondément humain, c'est l'ambition, l'aspiration aux emplois publics et les compromis peu délicats qui en sont la conséquence fatale; mais cette faiblesse, les monarchies la partagent avec les républiques, et, si dans les démocraties, elle trouve les moyens de se développer plus à l'aise, n'est à celles-ci de prendre leurs précautions et de barrer le passage aux convoitises. Que, dans les royautés qui jouissent, on passent pour jouir de la stabilité, et dont le plus grand danger est dans cette stabilité même, on puisse, sans trop hasarder, renouvir bien des désirs, établir, suivant les occasions qui se présentent, des changements dans l'administration —soit; cela a même des avantages. La machine se rajeunit, se renouvelant, et sert de contrepoids à la permanence du pouvoir.

Il en est tout autrement dans les républiques. Le pouvoir y étant changeant par principe, le contrepoids à l'instabilité fait, on devrait se trouver dans l'administration comme quoi, les changements ayant lieu, partout, à la fois, le désordre s'introduirait bientôt dans toute la machine gouvernementale.

C'est ce que l'on n'a, malheureusement, pas compris, il y a plus d'un demi-siècle, en établissant la pratique—presque le dogme—de la rotation des emplois. Aussi c'est développé avec une rapidité désastreuse; le politicianisme a pris des proportions énormes et porté un coup terrible au patriotisme. On n'a plus travaillé qu'en vue des places pour l'on convoitait et du parti qui les distribuait. Cette plaie de la république américaine s'est tellement propagée à l'état d'épidémie—surtout pendant le quart de siècle où le parti républicain a détenu le pouvoir—qu'un cri d'alarme s'est fait entendre dans toutes les parties de l'Union, il y a plusieurs années. C'est à cela—il faut le dire—qu'a été due la rentrée, à la Maison Blanche, d'un Président démocrate, et, sans la malheureuse question du tarif, qui est venue se jeter au travers de sa réélection, M. Cleveland serait encore à la tête de l'administration. Il avait été élu au cri de réforme; il est resté, jusqu'au dernier jour, fidèle à son programme.

Sous ce rapport, il peut passer pour un modèle de premier magistrat. Il avait compris que la réforme est une affaire nationale, non de parti; tout ce qu'elle prestigerait, si l'a soutenu, désarmé en conséquence ceux qui l'avaient élevé au pouvoir. Les intérêts particuliers devaient, à ses yeux, céder à ceux de l'universalité, au bien du pays. On reconnaît, aujourd'hui, toute la portée de sa politique; ses économies même proclamaient qu'il n'a dépensé que ceux sur qui la loi lui permettait de mettre la main. Elle était peut-être incomplète, insuffisante, cette loi, mais telle qu'elle était, elle lui permettait de faire des épurations qui auraient, avec le temps, porté des fruits bienfaisants.

Il avait cent fois raison, le regretté M. Lincoln, quand il disait qu'il ne fallait jamais changer l'attelage, pendant que le véhicule traversait le gué.

Si M. Cleveland était resté à la Maison Blanche, afin de poursuivre l'œuvre commencée, avec tant de succès, malgré les désharmonies de cette qui devait être chargée de l'appliquer, de concert avec lui, nous n'assisterions pas au déplorable spectacle que nous donne aujourd'hui l'administration Harrison.

Le nouveau Président a déjà fait trois fois plus de déplacements que son prédécesseur; la pression, au lieu de se relâcher, devient plus vive qu'auparavant.

Les convoitises sont tellement excitées chez ceux qui veulent participer à la curée des places, que le chef de l'Etat, les membres de son Cabinet, les chefs de tous les bureaux ne savent qui entendre. Tout leur temps se passe à recevoir des quémandeurs, à être en écouter les suppliques; les affaires publiques en souffrent nécessairement.

De tous les côtés, on colporte, on répand, un mot échappé à un républicain distingué, qui, ayant d'être témoin des humiliantes scènes qui ont passé à la Maison Blanche et les bureaux des ministères, "n'est sale"—ce serait dérié M. Depew—"est un terrible commentaire du Federal system des dépouilles." "Tout sale, en effet, juste en jeune rêveur sur notre chère république aux ensembles, qui a reçu de plus belle, après avoir été, sinon tout à fait répétée, au moins considérablement ralentie, sous l'administration démocratique. Que va-t-il arriver? Nous ne le croyons pas. Nous espérons et pensons qu'il faudra, pour en tirer le mal, devenu trop intentionnel, et qui menace de la briser, à la république à la moitié même de la nation!

Nous n'avons pas à nous occuper de la situation plus ou moins élevée de l'homme qui a prononcé cette parole. Sans doute, cet avec sa place de poste, flambeau des Bourbons d'une manière aussi ou vue que celle de M. Depew, qui a une valeur incontestable, une haute sensibilité que tout le monde admet, et qui est l'une des colonnes de notre république. Il nous suffit qu'elle soit prononcée, qu'elle donne une libre issue aux larmes, des sanglots qui rongent l'âme. Quelle leçon pour le pays entier, qui ne s'est pas rendu compte de la portée de l'oeuvre de M. Cleveland; pour les démocrates, qui n'ont pas compris la grandeur de la mission qui leur a été confiée, malheur à la plaine pour la Présidence et d'un grand parti politique! Le bonapas pourrait bientôt s'élever, mais elle finit en les traînant avec quelques ambitieux dans la fange de la honte. Et, s'en ne pas plus d'exemples de la part de ceux qui, élus, ont été obligés de promettre la pluie, elle tombe, dans une trop de délicatesse, être arrêté à bien. L'électeur de M. Harrison a tout mais en question. Quel sera celui à qui on se sera trompé. Au prix de la politique, y réussira-t-on, et, toutefois, en profitera?

Le télégramme d'Ayer, annonçant que le gouvernement français [illegible]

LOUISIANE.

Le *Sugar Bowl* and *Farm Journal*, Nouvelle-Iberia, paraissant Iberia, du 29 juin :

Nous venons d'avoir une main remarquablement favorable aux perspectives de la terre.

La canne a poussé avec une rapidité prodigieuse, depuis le commencement des pluies. Le maïs nouveau est envahi par les moudres qui nous auraient tué à temps, et ainsi qui avait été semé, en premier lieu, en a beaucoup profité.

Le riz n'est beaucoup gonflement, partout.

Quant au coton, il est superbe et très avancé. Toute la récolte donne donc les plus belles espérances.

—Voir la liste des allocations faites par le Congrès, et mises à la disposition du Département de l'agriculture, pour les expériences de la canne de sorgho. Sur $100,000, le Département n'a guère dépensé, jusqu'ici, que $15,000. Le Congrès lui a laissé le restant pour d'autres expériences. Le secrétaire Rusk a résolu de débourser le tout, comme suit :

Rio Grande, New Jersey; $7500; Morrisville, Va., $7500; Kenner, Lou., $5000 : Monte Cecora, Kans., $12,000; Conway Springs, Kans., $6000 : Atlica, Kans., $6000 : Madison Lodge, Kans., $6000 : Nom City, Kans., $4000; Sterling Kans., Station expérimentale, $2500; Cedar Falls, Iowa, Station expérimentale, $5000 ; Central Chemical Control and Direction, $15,000 $1000 est déjà réservée pour les expériences par la battcuse ; le gamut divisé entre les stations de Madison, Wisconsin et Berkeley, Californie.

(On remarquera que sur $85,000, dont il faut déduire $15,000 pour la direction chimique spéciale de Washington; soit $70,000, $30,500 sont attribués au Kansas)

—Le *Sugar Bowl*, il faut lui rendre cette justice, demande, depuis une vingtaine d'années, l'établissement d'usines centrales sucrières, dans toute la région voisine à la culture de la canne. Jamais, depuis lors, nous n'avons vu le mouvement en faveur de la réforme, si ardent, si général que maintenant. Jusqu'à présent, c'était la fermier pauvre qui réclamait l'érection d'usines centrales, car elles lui promettaient un revenu plus certain que celui que pouvait lui assurer la fabrication directe du sucre par lui même. Il n'osait pas s'aventurer à cultiver la canne, s'il n'était pas certain, d'avance, de trouver un acheteur pour son produit. Ceux qui ne pouvaient construire de sucreries et ne vivaient que de la culture de la canne à la part, qu'ils envoyaient à la sucrerie prochaine, étaient souvent obligés d'attendre, et il leur arrivait de voir leurs cannes pourrir dans le champ, sous l'influence du mauvais temps.

Ceux qui semblaient plus chanceux et pouvaient faire du sucre sur une petite échelle, voyaient souvent s'opérer une baisse de prix qui les ruinait. De là, le désir des petits planteurs ayant une sucrerie de peu d'importance, de trouver des acheteurs pour leurs cannes.

On pourrait même affirmer qu'il n'y a de succès pour les grands planteurs, qu'en centralisant, autant que possible, autant que le leur permet la capacité des machines de leurs sucreries. Nous voici donc arrivés au moment où le capitaliste trouve que un seule chance de tirer parti de son argent, dans l'industrie sucrière, c'est de contribuer à l'érection d'usines centrales et de s'intéresser, autant que possible, de cultivateurs de la canne.

Le problème ne peut que se résoudre rapidement à l'heure qu'il est. Pour faciliter l'adoption des usines centrales, la conviction générale est qu'il faut séparer entièrement la culture de la fabrication. Telle est l'opinion de l'ex-gouverneur Warmouth. Il a fait et grande expérience en cette matière, autant en ce qui concerne les machines perfectionnées, qu'il jouit, dans la région, d'une autorité incontestée. Tout le temps du fabricant devrait être employé en améliorations mécaniques, car on peut compter, dans l'Etat, c'est à même de pouvoir s'occuper également des deux choses, à la fois.

—Le calcaire de la canne semble être une entreprise nouvelle, dans Calcasieu; il n'en est pas ainsi —dit l'*Echo* — de Lac Charles. Si l'on veut consulter les anciens planteurs, on verra qu'il y a quarante-cinq ans, le major Conrad, l'hon. J. Perkins, le juge Henry Moss, l'hon. Johnson Moss, cultivaient des champs de pannes, qui leur donnaient un beau revenu.' C'est l'industrie du bois qui, en prenant son essor, s'empara de nos attentions et les activités d'un autre côté.

Les anciens citoyens et fermiers qui avaient abandonné les travaux agricoles, y reviennent peu à peu, et avec succès. Calcasieu veut redevenir ce qu'il était auparavant. Si l'on fait de fermage une spécialité, et l'on n'y sert d'outils perfectionnés, il ne peut qu'être rémunérateur dans Calcasieu.

Qu'on nous comprenne bien. Nous ne disons pas qu'il ne se trouve pas de fermiers sérieux dans notre paroisse, ni qu'ils n'y font pas de bonnes affaires. Nous ne prétendons pas non plus être que le fermage rapporte plus que la culture. Nous affirmons seulement que les fermiers, comparativement, sont plus indépendants et plus généralement récompensés de leurs travaux, que les négociants. En fait, les fermiers de Sagartown et de nos prairies sont les plus heureux, les plus indépendants de toute la paroisse. Beaucoup d'entre eux cultivent la canne, font du sucre et du sirop, car une petite échelle, ou parler du coton, du riz, du maïs, des pommes de terre, des oranges, et ils réussissent généralement dans toutes leurs entreprises.

—Nous lisons, dans le *Crescent*, de Welsh :

De a toujours admis que la partie de la Louisiane que nous habitons, était capable de résister à une forte sécheresse pluvieuse ; mais on n'en pouvait rien avant de la récolte, l'expérience manquait. Cette année, le thermomètre a dépassé de 23 mars au 1er juin. L'épreuve était redoutable. On peut affirmer que les effets de la sécheresse ont été maîtrisés, ici, que dans les Etats du Nord. Ceci doit être attribué comme naturellement, en faveur de la Louisiane, et encore, plus que jamais, les dangereux de l'ouest à venir s'établir dans le sud-ouest de notre Etat.

(Ou a naturellement pensé, la semaine dernière, temps notre localité, avec une pétition de Grenell, à Paris, de lui porter secours de construire les étangeurs, afin de venir une taxe de cinq "mille" pendant cinq ans.

Nous apprenons, avec plaisir, que les citoyens chargés de ces démarches ont rencontré moins d'opposition qu'ils ne s'y attendaient. Les opposants se sont défendus mal, avec de pauvres arguments. Ainsi, l'un d'eux disait : "Oui, cela fera du bien à la Nouvelle, et aux autres établissements industriels, mais les marchands n'en tirent rien à y espérer." Ce qui est une erreur, attendu que plus la population a de l'emploi, plus le marchand y gagne. Que serait la Nouvelle-Orléans sans ses industries ? Deviendrait un centre de boutiquiers, obscurs toutes les facilités de travail possibles, et des questions d'emploi et de travailleurs dans l'habitude qui de payer comptant, forcés faire de bonnes affaires, aux marchands.

—M. Faciliatif Bourcier, le propriétaire de la fabrique d'huile de coton de Bienvillville, vient de fermer ses usines, en attendant la prochaine récolte. Durant l'année, il a fait 4000 barils d'huile, 2300 tonnes de tourteaux de coton, 1100 barils de coton nettoyé, et 200 balles de fibres dans son moulin.

—L'Union des Femmes des Attelages qui opère conjointement avec l'Alliance des Femmes, est activement organisée dans toutes les paroisses du Sud-ouest de la Louisiane.

—M. Lyle Tanner, l'arpenteur qui est allé de ses Rivières, dans ses paroisses, en vient nous voir, en compagnie d'Abbeville. La Société, nous a-t-il dit, compte 6000 membres dans la paroisse Vermillion.

M. L. A. Lagrenade va organiser l'Union dans les paroisses Iberia et Carnarvon, aujourd'hui même, à un grand pique-nique qui se donne à Les Poupon, et il va fonder une organisation à Jeanerette (Iberia, M. T. Guion, ambassadeur, est physiologue et procureur en général. L'Union des Fermiers est aussi organisée dans la Grange ; elle contient l'agriculture dans toutes ses branches.

—Décédé, le 23 courant, M. J. S. Duchamp, citoyen estimé de la paroisse de Iberville, à l'âge de 83 ans. M. Duchamp était natif de la Martinique; il habitait la paroisse, depuis quarante ans.

Association d'Assurances de la Nouvelle-Orléans.—Au mois de janvier dernier, nous disions que les actionnaires de l'Association d'Assurances de la Nouvelle-Orléans auraient très probablement à se partager un dividende pour le premier semestre finissant en juin. Nos prévisions se sont réalisées. On verra par une annonce insérée plus loin que le Conseil de Direction de la compagnie a déclaré, pour les six derniers mois, un dividende de trois pour cent payable à partir du 1er juillet.

Banque du Peuple.—L'état de situation de la Banque du Peuple, que publie l'Abeille, indique une situation florissante. Nous félicitons le président, le caissier et les administrateurs des résultats qu'ils ont obtenus. La banque vient de déclarer un dividende de cinq pour cent pour les derniers six mois.

Comme prédécesseur de famille, les Pilules d'Ayer n'ont pas de rivales, elles entreprennent la maladie comme par magie.

Les Agressions de la Presse.—Opinion Prochaine d'un Journal Officieux de Vienne.—Le correspondant du *Standard*, de Londres, déclare les armements de la Russie ; s'écrier lui. "Le ministère de la guerre de Saint-Pétersbourg aurait commandé 4 millions de balles de fusil livrables dans un délai de deux mois et de plus, aurait acquis des munitions pour des quantités énormes d'avoines et de fourrages".

Pour ce qui est de la France, de Vienne, elle est moins précise, mais n'est à des contraires générales qu'elle se livre ; elle n'est d'ailleurs pas pour optimiste.

"Ce ne se fait plus d'illusion, à Berlin—dit le correspondant du journal officieux viennois—au sujet des intentions du tzar, qui a voulu porter un coup à l'Allemagne ; on prétend des sentiments que le tzar manifeste à l'égard de ses voisins et qui sont accueillis par les cris de joie au voyage de la prune russe, on arrivera à perdre tout à fait l'espoir de maintenir la paix.

"On sait très bien, en Russie, à qui l'on est redevable du succès de la souscription de la Dette. Ces affaires, qui se chiffrent par milliards, deviendront à l'avenir irréalisables, et les personnalités autorisées s'expriment pas avec plus de délicatesse deux vrais maîtresses à l'égard de l'Allemagne.

"On attribue aussi, à Berlin, une grande importance aux armements de la Russie, sur sa frontière orientale ; la Russie s'arme avec une grande activité et une grande rapidité.

"A ces considérations se joint encore celle de la situation très pénible de l'agriculture russe. Un compte, qui, à en croire le déclaration solennelle de ses contraires, n'a pas d'autre sont que 25 millions de roubles supérieurs à ceux de l'année dernière, qu'une autre année fâcheuse est à craindre, sans la moindre espérance de pouvoir la parer de la guerre.

"Ces considérations se joint encore celle de la situation très pénible de l'agriculture russe. Un compte, qui, à en croire le déclaration solennelle de ses contraires, n'a pas d'autre sont que 25 millions de roubles supérieurs à ceux de l'année dernière, qu'une autre année fâcheuse est à craindre, sans la moindre espérance de pouvoir la parer de la guerre.

"Ces considérations se joint encore celle de la situation très pénible de l'agriculture russe. Un compte, qui, à en croire le déclaration solennelle de ses contraires, n'a pas d'autre sont que 25 millions de roubles supérieurs à ceux de l'année dernière, qu'une autre année fâcheuse est à craindre, sans la moindre espérance de pouvoir la parer de la guerre.

Le conflit germano-suisse ; échange de notes entre la France et la Russie, a ce sujet.—Deux notes de la Suisse à l'Allemagne.—On écrit, de Suisse, au *Journal des Débats* :

"En résumé, la situation est très tendue ; c'est que raison pour la Suisse d'être, en même temps que très digne, très prudente et prête à tout. Le Conseil fédéral a compté jusqu'ici beaucoup de fermeté et de calme ; il a tout fait pour sauvegarder la dignité du pays. Supposer un instant qu'il ait pu songer à commettre un acte d'hostilité contre un étranger, c'est simplement l'accuser de folie. S'il eût pu céder à une voix plus douce que celle qui a prise, il l'aurait choisie de préférence ; il ne le pouvait. Si petite que nous soyons, nous sommes un Etat souverain, nous prétendons le rester ; nous avons les mêmes droits que les autres Etats, et le gouvernement suisse qui hésiterait à les faire valoir serait désavoué par la Suisse unanime."

Le *Monde* publie la nouvelle suivante :

"On assure qu'un échange de notes aurait lieu entre la France et la Russie relativement aux difficultés que l'Allemagne cherche à créer à la Suisse."

Nous lisons, dans la *Gazette de France*, du 30 juin :

La Suisse vient de répondre à l'Allemagne par deux notes dont nous reproduisons d'autre part un résumé succinct.

On y verra, en effet, que, malgré que l'Allemagne a déconseil la neutralité de la Suisse. Au fond, c'est tout ce qu'elle voulait.

Et ces de guerre, elle trera largement profit de cet incident dont on ne pouvait pas prévoir.

A la Chambre belge ; départ de M. Janson.—M. Janson, le nouveau député de Bruxelles, n'est rendu, le 18 juin, pour la première fois, à la Chambre.

Beaucoup de monde et de curieux aux abords du palais de la Nation.

La police, en prévision de manifestations qui ne se sont, d'ailleurs, pas produites, avait pris des mesures extraordinaires.

Après la prestation du serment, M. Janson a interpellé le gouvernement à propos de presse de Mons ; il s'est attaché à la commission de l'Exposition de Bruxelles et a dit que les députés et le ministre doivent se démettre, car le concessionnaire public a perdu."

M. Janson a été interrompu, à plusieurs reprises, par la Droite, qui a demandé son rappel à l'ordre, parce qu'il avait dit à M. Beernaert qu'il ne le croyait pas sur parole.

Il a fait l'historique de l'affaire du comptoir et a dit que le ministre connaissait les agissements des agents provocateurs.

M. Beernaert, président du conseil, a répliqué que M. Janson cherchait à tort que le seul fait de son élection à Bruxelles lui donnait le droit de siéger le ministre de donner sa démission.

"J'ajoute, dit le ministre, le cabinet n'a pas l'intention de démissionner, et il ne démissionnera pas. Lorsque n'a le droit de parler de l'honorable M. Janson, c'est de la politique